
PRAGUE – ICANN and the Internet Governance Landscape
Monday, June 25, 2012 – 13:30 to 15:15
ICANN - Prague, Czech Republic

CHRIS DISSPAIN: Je suis aussi membre du forum de gouvernance Internet et du groupe du comité consultatif de multi parti prenantes et nous allons parler de la gouvernance Internet.

Aujourd'hui, nous avons trois points à mentionner.

L'une est ce que nous allons discuter lors du prochain IGF et puis le WCIT qui sortira en décembre et puis la gouvernance et la corporation.

Donc, nous avons des personnes qui vont nous adresser là dessus et l'une des sections sera l'ouverture de la séance pour avoir des commentaires, donc rapprochez vous du micro si vous le voulez.

Je vais demander à tout le monde de dire brièvement ce qu'ils sont et je vais commencer par toi Eric.

ERIC LOEB: Bonjour, je suis Eric Loeb. Je viens de AT&T, je suis le vice président de

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Affaires Internationales et avec la chambre internationale de commerce et le groupe de travail sur Internet et télécommunications.

MARKUS KUMMER: Bonjour, je suis MARKUS KUMMER de la société Internet.

CATHY HANDLEY: Cathy Handley, directrice exécutive de Affaires de Gouvernance.

On a deux micros.

THERESA SWINEHART: Je suis Theresa Swinehart. Directrice exécutive pour les communications.

Je suis aussi membre du directoire d'ISOC.

CHENGETAI MASANGO: Je suis Chengetai MASANGO du secrétariat de l'IGF.

BILL DRAKE: Je suis BILL DRAKE. Je suis membre du conseil du GNSO, du directoire d'EURALO et At-Large et membre d'IGF.

LUIS MAGALHAES: Je suis Luis Magalhaes. Je suis le représentant du GAC -- et délégué pour la commission sur science, technologie et développement des Nations Unies.

TIJANI BEN JEMAA: Je suis TIJANI BEN JEMAA vice président d'AFRALO et membre d'ALAC.

CHRIS DISSPAIN: Merci. Alors, nous allons commencer par Chengetai qui va nous donner un panorama réel de ce qui va venir dans l'IGF.

CHENGETAI MASANGO: Merci Chris. Je vais avancer un peu ce qu'on est en train de faire pour le prochain IGF.

Comme vous savez tous, la réunion d'IGF va être a Baku en Azerbaïdjan à partir du 29 novembre et on aura et une réunion le jour précédent.

La réunion du groupe consultatif a inclus la décision sur les membres du panel pour le développement économique et social.

Ils se sont aussi mis d'accord sur l'organisation de la réunion autour des six sujets principaux que l'on a discuté l'année dernière, c'est la gouvernance Internet pour le développement, la gestion des ressources Internet, la sécurité, l'ouverture et la

privacité, l'accès et la diversité et le bilan avant de continuer d'avancer.

Nous avons reçu 128 propositions pour les workshops pour le groupe consultatif des multi parties prenantes et nous avons faits des commentaires et des améliorations pour que le secrétariat envoie ces commentaires aux personnes qui avaient proposé les workshops avant l'échéance du délai.

Donc l'échéance le 30 juin a été proposée pour ces améliorations, on a développé puis changé l'échéance au 31 juillet pour que les personnes confirment les auteurs qui allaient faire les workshops et nous allons utiliser un manuel que les membres du panel vont rédiger.

Pour le 30 juin, nous avons fixé l'échéance pour les forums ouverts, l'échéance pour les coalitions dynamiques a été accepté et l'accréditation pour les cabinets le 30 juillet, c'est la fin de l'accréditation et puis les réunions bilatérales ont été aussi fixées non seulement pour le workshop, l'idée est de se réunir et donc l'échéance de ce délai est le 30 juillet ou alors jusqu'à ce qu'on ait plus de capacités.

La fin de l'accréditation pour les événements, vous pouvez contacter le secrétariat avant le 30 juillet pour vous enregistrer, si vous avez des besoins spéciaux, nous demandons d'informer le secrétariat en même temps avant le 30 juillet aussi pour pouvoir les résoudre.

Dans l'IGF, on espère maintenir une session de dialogue interrégionale et une personne du secrétariat contactera tous les IGF pour organiser cette session.

On espère planifier cette session le 30 juillet, donc l'accréditation online se fera le 30 juillet et l'accréditation dans le site se fera trois jours avant l'évènement à partir de trois jours avant.

Si vous ne pouvez pas venir dans la réunion de l'IGF physiquement, nous avons des initiatives de participations à distance, qui ressemblent à celles d'ICANN et des hubs à distance et nous vous encourageons à vous enregistrer pour ces hubs.

Vous pouvez trouver toutes les informations sur le site de l'IGF.

On fournit aussi des formations sur notre plateforme Webex Cisco pour les personnes qui doivent travailler avec les hubs à distance, si vous ne pouvez pas venir, vous pouvez participer au panel à distance.

Pour l'IGF, nous avons aussi renouvelé notre site et nous vous encourageons de visiter le site et de commenter et de dire quelles modifications vous voudriez voir dans notre site. Il est important pour nous de savoir, on a mis en place cette section où vous pouvez faire vos commentaires, donc venez les faire.

Merci beaucoup, je vais répondre aux questions que vous pourriez avoir.

CHRIS DISSPAIN: Monsieur, est ce que vous avez des questions sur les délais, ou alors sur comment vous rendre à Azerbaïdjan?

Merci de ce rapport. Comme vous savez, les gens qui viennent des pays en voie de développement ont une difficulté de se rendre à Baku parce qu'ils ont des contraintes financières donc la participation à distance est très importante pour eux.

Je sais que le réseau là-bas a un débit très haut mais en faite, on aurait besoin de l'essayer avant L'IGF et le forum, donc si on a des problèmes ceci devrait être résolu avant le début du forum.

C'est ça mon commentaire. Merci.

CHENGETAI MASANGO: Oui, on a considéré ceci, on va bien sûr faire des essais mais on sait que ceci dépend d'Internet et on a beaucoup travaillé dessus et vous allez voir l'expérience va être intégrée dans les affaires de l'organisation de la réunion d'IGF.

En même temps, si les gens des pays en voie de développement n'ont pas Internet à haut débit, ils peuvent suivre les scribes, les transcriptions.

CHRIS DISSPAIN: Oui, c'est vrai. C'est une espèce de concours de l'IGF pour pouvoir inclure tout le monde.

Si on n'a plus de questions, on va passer à la corporation améliorée. Alors Theresa, tu peux prendre la parole.

THERESA SWINEHART: En faite, pour le processus de la société Internet, la société de l'information, on a parlé du programme pour Tunisie et vous vous souvenez peut être qu'on avait deux éléments qui venaient de documents et des principes qui étaient importants pour nous.

Là était la forme de gouvernance Internet maintenant, nous passons à la sixième année de ce forum.

Je pense que c'était un grand succès ce qu'inclut l'IGF internationale et les IGF régionaux.

Lors du sommet de la société de l'information de Tunis, nous avons vu que les différents gouvernements et les différentes parties prenantes voulaient différents -- et on a encouragé cette diversité depuis 2005.

Le contrôle gouvernemental et le mécanisme de l'ONU ont été mis en place, donc coopération et pour d'autres ceci impliquait la coopération améliorée bien sûr.

Ayant revu ceci, on a maintenu des consultations depuis 2005, l'un était avec le secrétaire général de l'ONU qui a reçu des

organisations pour voir ce qu'ils font en terme d'opérations. Je sais qu'ICANN, ISOC et d'autres organisations ont contribué avec ce processus et puis quelques années plus tard le secrétaire général de l'ONU a maintenu une autre consultation, c'était en 2010 et ceci fut suivi par une consultation de la société Internet et le développement en mai dernier.

Cette consultation fut un workshop de quelques heures, ou on a eu l'occasion de recevoir les contributions des gouvernements et des parties prenantes pour voir quel était la direction du dialogue et pour voir comment on évoluait envers une évolution de cette idée et pour avancer sur le CSTD.

Mais on a eu plein d'autres consultations et on a tiré plein de leçons. On ne sait pas ce que la collaboration améliorée implique pour les différentes parties et à mesure qu'on essaie d'avancer et de définir le processus, on essaie de faire une évaluation de ce mapping.

C'est important de savoir quels sont les problèmes pour les organisations, quels sont problèmes pour les gouvernements qui ont une opinion par rapport à un modèle différent de la gouvernance Internet.

On devait savoir donc quels sont les problèmes et ou on doit travailler pour améliorer, comment résoudre les problèmes, ce qui se passe, les évolutions, les brèches et les défis.

Et depuis ce point de vue, quels seraient les étapes suivantes, les pas à suivre dans la scène internationale de l'organisation.

Mais en faite, on a vu qu'on avait des domaines améliorés de collaboration ou de coopération qui existaient et je l'ai mentionné, ce qui me frappe est qu'on a une évolution.

La coopération a évolué avec la société Internet, par exemple l'organisation de coopération et de développement économique, l'OCDE et la société Internet.

On a reconnu l'information d'ITAC avec la communauté commerciale et la société civile en tant que partie de la structure opérationnelle avec le NCD et ils ont été les leaders des processus de développements.

L'UNESCO a travaillé en collaboration depuis 2006 avec le gouvernement égyptien de cette époque.

Ils avaient organisé un autre workshop qui a encouragé l'amélioration de cette coopération. Et l'ITU même a fourni des projets inclut les principes de gouvernements et ils incluient toutes les parties prenantes.

Cette organisation coïncide avec ICANN dans l'affirmation des engagements ce qui est une démonstration de la collaboration à niveau mondial dans l'intérêt public.

C'est l'un des plus documents de l'organisation qui a passé dans un processus de révision multi parties prenantes et c'est travaux, ça n'a pas de précédent et c'est bon de les évaluer.

Lorsqu'on voit l'évolution de la formation du ccNSO, de la ccTLD et sa communauté, depuis ICANN, aujourd'hui la ccNSO a plus de 130 ccTLD.

Ce qui est remarquable et c'est une grande forme de collaboration et de coopération. Ces ccTLD ont appliqué un processus qui incluait les gouvernements, la société civile et les gérants, ce qui est passé par un dialogue plein d'années et beaucoup de travail, on a maintenant ces 130 ccTLD IDN.

Le comité consultatif gouvernemental en soi même, par exemple, les registres Internet régionaux ont fait partie du processus du SMSI, on a appris ce matin que c'était l'anniversaire de 10 ans de LACNIC.

Les communications des associations telles que l'Asie pacifique et les télécommunications du Common Wealth, c'est une autre organisation, l'ITU, la communauté d'Asie Pacifique ou même le secrétariat de la communauté pacifique appliqué pour la science et le développement.

Ceci montre le type de coopération et de partenariat qui existe entre les différentes entités évaluées dans l'espace Internet et dans l'espace de TIC.

Le forum de gouvernance Internet est aussi une occasion pour le dialogue.

En 2011, nous avons 17 IGF nationaux et 11 régionaux et on espère pouvoir continuer en 2012 d'ajouter des IGF.

On n'a pas d'accord là dessus pour la coopération améliorée mais on continue à travailler dessus et on a vu plusieurs évènements, des sujets qui se sont passés depuis le SMSI de Tunis. On espère pouvoir continuer d'avancer. Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Merci Theresa, Luis va nous parler maintenant de la coopération améliorée puis on va prendre des questions, tout le monde va parler.

C'est une démonstration de la coopération que nous avons ici.

LUIS MAGALHAES:

Merci beaucoup. Je suis très content de voir que Theresa Swinehart ait fait cette présentation.

Elle a mentionné des cas concrets, spécifiques quand au cadre. On sait que plusieurs états ont proposé d'accepter la coopération entre améliorer sur la gouvernance Internet à un organisme qui n'inclut pas les multiples parties prenantes au sein des Nations Unies et depuis le sommet de Tunis, on a décidé qu'on voulait avoir la participation des multiples parties prenantes.

Ce type d'opinion est très présent même aujourd'hui lors de la réunion qu'on a eu avec la commission pour la science et la technologie pour le développement des Nations Unies.

On a reçu un rapport sur le développement de ce processus et encore une fois, ils ont défendu la même opinion à travers les états membres qui étaient présents et ceci a été fait à un point on n'a pas pu atteindre le consensus par rapport à cette idée.

Parfois, on entend dire aussi que les propositions doivent créer un groupe de travail, qu'on reçoit des propositions pour les créer et la coopération améliorée en fait devrait être assumée avant de commencer à travailler.

C'est vrai que la coopération améliorée, la transécriture et les ressources d'Internet critiques ont été discutés au forum de gouvernance Internet régulièrement mais on pourrait dire que les enregistrements, que les résultats de ces réunions ne sont pas assez bien organisés pour pouvoir dire qu'il y a eu des progrès là-dessus ou alors que les gens n'ont pas des opinions mais plutôt qu'elles partent pour ne pas discuter des problèmes sensibles là-dessus par rapport aux méthodes.

Partout dans les différentes opinions des membres par rapport aux coopérations améliorées, on a vu que certains croient que la coopération améliorée n'est que la façon de mettre qu'ICANN devienne une organisation intergouvernementale au lieu de

suivre le modèle des multiples parties prenantes dans un environnement ouvert.

Donc, c'est dans ce cadre que je voudrais dire que je pense que ce serait important et j'espère de générer des discussions la dessus.

Je pense qu'on devrait aborder ceci avec un régime différent pour discuter ceci avec de plus grandes valeurs et que ceci devrait nécessiter d'exemples concrets ou la gouvernance Internet est concernée et donc est ce que nous avons des mécanismes de coopération améliorée, on devrait mesurer le progrès et faire un suivi des progrès.

Il s'agit ici d'avoir des évidences pour la coopération améliorée au lieu de la discuter au niveau politique comme c'est le cas jusqu'à présent.

Et donc je pense que cette réunion pourrait être une bonne situation ou la perspective pourrait être abordée et ceci pourrait être continué en tant que débat d'ici jusque dans --

Et donc je pense qu'on devrait se concentrer sur trois aspects: d'abord de se servir des cadres de multiples parties prenantes pour atteindre la coopération améliorée et en tant qu'approche en faisant un centre sur le forum de gouvernance d'Internet mais non pas exclusivement la dessus

Puis on devrait suivre les organisations des multiples parties prenantes pour faire un suivi des instances de coopération

améliorée et les possibles brèches qui pourraient toujours nécessiter du début de la coopération améliorée y compris bien sûr la discussion d'ICANN qui est toujours ouverte et qui devrait être discutée de façon ouverte aussi.

Et puis de trouver une façon d'enregistrer les contributions et les débats sur ce cadre de multiples parties prenantes pour avoir des discussions sur la coopération améliorée y comprises les instances des nations unies ou parfois ses contributions sont ignorées.

Nous savons que dans les processus multiples parties prenantes, il est très difficile de parvenir à une bonne synthèse des procédures et des débats mais il est assez facile d'établir une façon rigoureuse et systématique en tenant compte des contributions écrites, formelles dans le débat et des apports dans le débat pendant la discussion en elle-même.

Donc d'une certaine façon, je pense que c'est une bonne façon de mettre en œuvre ce type de processus parce que ça donne une situation plus juste pour discuter de ce type de problème.

Ce n'est pas comme si c'était une espèce de menace à certaines régions du monde, alors que ça peut être géré de façon plus concrète. Merci.

MARKUS KUMMER:

Merci. Quelques commentaires. Pour ceux qui ne sont pas des vétérans, il faut rappeler qu'on a eu – les institutions d'Internet

ont très bien fonctionné et il n'y avait pas de problèmes, on peut améliorer ce texte, on a des objectifs mais la terminologie choisie, il y a eu un compromis diplomatique pour permettre à tout le monde de se sentir victorieux après l'évènement, c'est le problème que nous affrontons.

Il n'y a pas de compréhension bien réelle que nous voulons dire lorsqu'on parle de coopération améliorée et nous avons vraiment analysé ce problème.

On a demandé à cette société Internet d'être dans le panel des consultants fait au CSTD, et je pense qu'il s'agit d'une corporation améliorée entre organisations.

Il est clair qu'il n'est pas nécessaire de créer un nouveau processus ou -- dit simplement que signifie corporation améliorée et je dirais que l'application des principes concernant la gouvernance d'Internet et c'est la façon dont ces principes sont ouverts, transparents, inclusifs et permettent à toute partie prenante de participer.

Maintenant, si l'on regarde ce qui se passe dans ce domaine, on peut voir qu'une corporation améliorée si elle existe ou pas donc en fonction de cette suggestion, je pense que beaucoup de choses se sont passées depuis et on a vraiment un sens de progrès.

Comme ce débat ne va pas disparaître, il y aura peut-être d'autres délais.

L'année prochaine, il y a le forum de politique de télécoms mondiale, ensuite il y a l'ITU, donc il va y avoir une pression et je pense qu'il est bon de continuer ce dialogue. Et au niveau -- avec les partenaires des associations Internet en se basant sur l'ICC, nous avons un comité qui va organiser après l'événement de l'IGF a Baku, ce sera une journée d'événements et nous sommes aussi parvenus un forum d'Internet pour les pays développés et les pays en voie de développement et j'ai le plaisir de vous dire que le Brésil, le Kenya, l'Egypte vont participer à l'organisation de cette réunion, ça sera un processus ouvert, tout le monde est bienvenu à offrir sa contribution.

On va créer un site Internet spécial pour cet évènement, je crois que l'APC est en train de le faire et donc je pense que une des questions clés ici est: quels sont les problèmes qui doivent être abordés? Lorsqu'on doit trouver des brèches qui existent dans une organisation donc j'espère que tout le monde ici participe à ce processus.

CHRIS DISSPAIN:

Donnez-moi quelques secondes, je voudrais poser une question. Pour que ce soit clair. Quels sont les objectifs? Est ce qu'il y a des examens importants qui vont être réalisés?

MARKUS KUMMER:

A WSIS+10 il va y avoir un processus de réparation, avec ce +10, il va y avoir des questions qui vont être posées. Par exemple, est ce que ça été pris au sérieux et -- un objectif vraiment fondamental est de participer et encourager le dialogue sur ces points et pour cela il y a eu, comme on le dit ici, on a fait des propositions pour créer un groupe de travail pour travailler sur le concept de corporation améliorée.

Nous pensons qu'on a besoin de ce groupe de travail et que nous sommes prêts à nous engager pour un dialogue.

Lors de la réunion de la commission pour la science et la technologie et le développement, nous avons fait une carte pour voir si à la fin de cet exercice, on aura besoin de mettre en place un groupe de travail ou pas.

On n'exclue pas cette pensée mais nous avons pensé que ce serait plus logique de voir d'abord de quoi on parlait avant toute chose et ensuite quelques pays ont bloqué cela et ont dit qu'ils voudraient un groupe de travail mais pas les multi parties prenantes seulement un groupe de travail et on a décidé que, en organisant cet événement, on montrerait qu'on est intéressé pour que ce dialogue existe et l'exercice d'analyse peut être aussi très utile et franchement je pense que nous ne devons pas avoir honte, beaucoup de choses ont été faits. On pourrait même être un peu plus agressif et l'objectif est de mettre en œuvre ces objectifs.

>>: Avant toute chose, comme je sais qu'il y a une interprétation, je vais parler en français.

Donc, je vais être explicite pour que les choses soient claires pour tout le monde.

Vous vous rappelez très bien qu'en novembre 2005, les chefs d'états et de gouvernement réunis dans le sommet mondial de la société d'informations avait reconnu dans les articles 69 à 71 de l'agenda de Tunis, la nécessité à l'avenir de renforcer la coopération afin de permettre au gouvernement de s'acquitter sur le même pied d'égalité de leurs rôles et responsabilités en ce qui concerne les questions de politique publique internationales relatives à l'Internet.

Une telle coopération disait-il devrait comprendre l'élaboration de principes applicables à l'échelle mondiale aux questions de politique publique ainsi que la coordination, c'est important ce point là, et la gestion des ressources critiques de l'Internet.

L'agenda dit aussi que le secrétaire général des Nations Unies doit entamer un processus d'entente à renforcer la coopération avant la fin du premier trimestre 2006 en faisant intervenir toutes les parties prenantes.

Donc, ça c'est pour l'information et c'est important de savoir ce qui a été décidé par le sommet.

Ensuite l'agenda parle de l'article 72 à l'article 78 de l'IGF dans tous les détails incluant la création, la convocation, la durée, le renouvellement, la mission, le livrable etc. Si vous dites que la coopération renforcée et le forum sur la gouvernance de l'Internet sont deux choses différentes tel que c'est énoncé dans l'agenda de Tunis.

En plus, ceux qui étaient parmi vous à Tunis en 2005, doivent se rappeler que les articles concernant la coopération renforcée était un moyen pour calmer les suspicions de plusieurs gouvernements concernant le contrôle de l'Internet par ce pays et les convaincre de l'intérêt d'un forum sur la gouvernance de l'Internet sans prérogative et qui ne produit ni résolution ni même recommandations.

Donc, c'était l'équilibre, cette question de « enhanced cooperation », c'était pour équilibrer un peu pour que tout le monde accepte donc la déclaration de cet agenda.

Le forum sur la gouvernance de l'Internet est peut-être une forme de renforcement de la coopération, mais ce n'est pas ce que les gouvernements qui avaient des réserves.. parce que le texte de l'agenda de Tunis était tellement implicite et tellement vague que tout le monde l'avait accepté en 2005 pensant qu'il réponde à ces aspirations, ce que disait tout à l'heure Markus.

Pour la société civile, comme nous sommes tellement différents pour différentes raisons, nous avons des positions qui ne sont pas

toujours les mêmes, et la coopération renforcée ne déroge pas à la règle.

Mais comme vous le savez, le SMSI (Sommet Mondial pour la sécurité de l'Information) a démontré que nous arrivons toujours à la fin à trouver un consensus. La société civile dans son ensemble ne veut pas de l'Internet contrôlée par une structure inter gouvernementale et tiens à une gouvernance multi partite (multi stakeholders).

Certains sont plus inquiets que d'autres concernant ce contrôle d'un seul pays de Internet et des discussions sur les listes des.. de la gouvernance d'Internet continuent à ce sujet.

Un autre point sur lequel nous sommes tous d'accord, c'est la constitution d'un groupe de travail multi parties prenantes pour arriver à un consensus plus précis sur ce que nous attendons de la coopération renforcée. Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Je vais faire quelques commentaires, nous arrivons au bout de notre discussion et ensuite, nous allons passer à la question des WCIT, s'il vous plait faites une queue.

BILL DRAKE: Je voudrais d'abord dire que comme nous sommes la société civile, nous sommes divers et les différentes coalitions travaillent sur ces types de problèmes aborde ces perspectives.

Je ne sais pas très bien quelle est la situation et le problème est si vraiment Internet est contrôlé par un seul pays et je ne sais pas si nous voulons un groupe de travail qui travaille comme vous le proposez. Il y a eu différents débats sur ce point là depuis longtemps et je pense qu'on n'a pas identifié de consensus concernant les coalitions sur ce point.

CHRIS DISSPAIN: Bien alors la coopération renforcée signifie que l'on peut se parler pas qu'on se dispute.

BILL SMITH: Bill Smith de Paypal. Des ressources sont dépensées, et moi j'ai participé et beaucoup de gens dans ce panel et dans la salle aussi l'ont fait.

Des questions ont été abordées par les membres et concernant par exemple la discussion sur IPv4, il y a eu des efforts qui ont été faits avec des questions qui ont été posées par des états membres avec des liaisons concernant une variété d'organisations d'Internet et moi j'ai participé à ces réunions et la question -- on pense toujours aux mêmes questions et les réponses ne sont pas acceptables ou les réponses étaient quelle est la réponse

technique à cela, comment ça fonctionne, je trouve ça très frustrant comme membre de la communauté Internet, je sais comment ça marche et voir le temps et les ressources qui sont gaspillés dans cet effort. Donc pour continuer, nous avons un congrès et le WSIS et les résolutions qui ont été prises et tout cela demande des ressources additionnels, certains de ces ressources, si les réglementations sont prises vont prendre des décennies donc je pense qu'on peut améliorer les institutions et le gouvernance Internet que nous avons actuellement.

Nous pouvons faire cela plutôt que de les remplacer, je pense que ICANN n'est pas la seule institution, il y en a d'autres.

La gouvernance d'Internet fonctionne telle qu'elle est maintenant, elle n'est pas parfaite mais elle fonctionne, je suis d'accord avec ce qui a été dit ici, je pense qu'il y a des preuves vérifiables avec des problèmes, des processus, des résultats etc. pas seulement des spéculations concernant le fait qu'il y a des problèmes.

Etant donné cela, on peut établir un dialogue et régler ces problèmes plutôt que d'essayer de trouver une solution aux problèmes, et puisque cette solution n'existe pas, donc je propose qu'on regarde Internet tel qu'il est aujourd'hui, le nombre d'utilisateurs, c'est un système qui fonctionne pour tous les participants du monde, c'est un système qui fonctionne.

La communauté Internet a participé, elle souhaite participer et pour nous, la coopération améliorée signifie qu'il y a quelqu'un de

leur coté qui veut participer de la même façon que nous pas au dessus de nous. Merci.

CHRIS DISSPAIN: Quelqu'un d'autre veut faire un commentaire?

WOLFGANG KLEINWACHTER: Merci. Je suis Wolfgang Kleinwachter. Après la parole, je voudrais parler de l'agenda de Tunis et le lien avec le rapport du panel et d'une façon ou d'une autre lié à l'agenda de Tunis donc on ne peut pas lier la coopération améliorée de l'IGF de la définition de la gouvernance de l'Internet.

Je pense que cette définition est vraiment d'une grande importance. Elle a été acceptée par le chef d'état -- une centaine des membres des nations unies -- la définition, toutes les parties prenantes devaient y participer avec leur rôle respectifs donc ça montre qu'on a des normes, des principes etc. une procédure de prise de décision et c'est là plus ou moins à une base légale parce que ça été adopté par les états donc pour d'autres développements du modèle de multi parties prenantes donc je vois pas de volonté pour l'éthique pour avoir une coopération améliorée donc ce n'est pas une question théorique, il faut éclaircir cela, il n'y a pas de volonté politique entre les gouvernements pour se mettre d'accord.

Nous avons deux fonctions dans le rapport et au niveau de la fonction de contrôle qui est la nôtre, c'est le début pour la coopération améliorée, il y avait plusieurs modèles: status quo, status quo moins, status quo plus.. la même situation aujourd'hui, rien n'a changé.

Nous avons toujours des groupes qui veulent des choses différentes, qu'est ce qu'on attend? je suis d'accord avec l'approche de Markus et c'est ce que Bill Clinton a dit à San Francisco finalement en ce qui concerne ICANN.

La gouvernance de ICANN avance et tant qu'on avance tout va bien mais je ne vois pas de volonté et il nous faut continuer à avancer étape par étape et voir quel est le résultat mais un point est important, c'est un message pour ICANN, il est très difficile et il devient de plus en plus difficile de défendre ICANN comme modèle multi parties prenantes dans un environnement qui ne nous apprécie pas je dois reconnaître qu'il y a du bon travail, il faut reconnaître, dire et démontrer que ce modèle multi parties prenantes fonctionne et à ce moment là on aura ce problème de status quo plus plus des personnes qui appuient ce status quo plus plus.

CHRIS DISSPAIN:

Bertrand.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci. Je suis Bertrand de La Chapelle, je suis membre du directoire d'ICANN, je ne parle pas en tant que tel ici. Je suis à la tête d'un programme concernant l'Internet et l'aspect d'académie diplomatique.

Je voudrais partager mon désaccord, dire que je suis d'accord sur une formulation contre laquelle tout le monde n'est pas d'accord. Ensuite, je voudrais compléter ce qui a été dit dans le débat concernant la formation d'un groupe de travail sur la corporation améliorée n'est pas fini.

Nous savons, il y a eu la réunion de l'ECOSOC, et il y a les réunions de l'assemblée générale des Nations Unies la fin de l'année et une de mes craintes est qu' il pourrait y avoir une possibilité d'établir un groupe de travail par l'assemblée générale des Nations Unies qui pourrait être intergouvernementale.

C'est très important que tous les gouvernements qui croient dans le modèle multi parties prenantes, qui pensent que ces problèmes doivent être abordés de façon multi parties prenantes soient sûrs que, quelques soit les discussions qui auront lieu à New York, et s'assurer que le groupe soit formé sont multi parties prenantes. -- va parler du groupe de travail gouvernance d'Internet.

Il est essentiel que le groupe de travail soit multi parties prenantes. Ensuite, il y a le WSIS+10 et les discussions, personne ne sait très bien ce qui va se passer.

Tout le monde espère que ça ne va pas être un nouveau sommet mais j'aimerais rappeler ici que tout le monde.. nous avons au moins trois réunions sans mentionner la réunion d'ICANN et les réunions de préparation d'ICANN mais nous avons l'IGF, nous avons le WSIS, nous avons la commission pour la science et la technologie pour le développements et je ne vois pas de raisons qui nous empêcherait de rendre de WSIS+10 et que ce soit une réunion de trois choses, sinon ça serait trop compliqué.

Et ensuite, je voudrais faire une différence en ce qui concerne ce que Markus a dit, au niveau de la gouvernance d'Internet c'est la gouvernance de l'infrastructure d'Internet et la gouvernance sur l'Internet est l'usage d'Internet, tout à fait d'accord, je soutiens l'idée que l'écosystème institutionnel pour les gouvernements des infrastructures auxquelles ICANN appartient devrait être le centre de notre intérêt nous devons aussi reconnaître que dans la mesure où il y a une gouvernance des utilisateurs, il n'y a pas de processus multi parties prenantes et la seule alternative pour les établir est un traité intergouvernemental ou prolifération qui serait incompatible.

CHRIS DISSPAIN:

Merci Bertrand. Est-ce que quelqu'un veut faire un commentaire que le commentaire de Bertrand. Martin.

MARTIN BOYLE:

Martin Boyle de Nominet. Je pense qu'il y a de bonnes histoires à raconter sur la coopération améliorée ou renforcée mais ce n'est pas très bien de la raconter et donc je trouve que l'idée de faire un petit peu de – une analyse pour identifier ce qui se passe vraiment et présenter cela comme des preuves est une bonne chose et je trouve que nous avons besoin de nous focaliser sur cette analyse parce que comme cela est édifié, une coopération renforcée et permettre d'aider les gouvernements à s'engager davantage dans ce processus et c'est quelque chose, et c'est sur cela que notre réputation est basée.

Beaucoup de gouvernements participent et ont un rôle important et je pense que ce soit très clair. Ce qui m'inquiète ici en ce qui concerne les preuves dont vous avez parlé c'est la vitesse avec laquelle on devrait le faire.

Si on parle de faire un atelier avant l'IGF, je pense que c'est déjà trop tard et actuellement, nous avons la préparation du rapport du secrétaire général avec le forum sur les conférences, sur les télécommunications mais les discussions auront lieu entre maintenant et le mois de février et après ce sera trop tard donc nous devrions avoir des commentaires, essayer de nous mettre d'accord pour que ça soit inclus dans le texte et l'autre secteur dans lequel je pense que l'information va être aussi crucial et ce qui arrive actuellement pour s'assurer que cette information est incluse d'une façon utilisable et présentée aux personnes qui font

les négociations et qui vont participer aux négociations au mois de décembre.

Il va y avoir beaucoup de décisions à prendre et parfois à partir du mois d'octobre.

CHRIS DISSPAIN: Merci.

ZAHID JAMIL: Zahid Jamil du GNSO, je suis membre mais je parle en mon nom.

Je vais parler sans attributions. Je vais utiliser certains termes, je voudrais vous raconter une anecdote qui peut vous aider à comprendre le type de lobbying qui est fait, de pression qui est fait sur certains pays en voie de développement sur ce que l'impact que ça peut avoir.

J'ai travaillé dans un atelier il y a quelques jours, c'était un atelier de six jours et les personnes du moyen orient qui ont vu des changements dans la dynamique politique et donc des personnes du moyen orient, il y a eu beaucoup de modifications dans ces pays et ils étaient dans cet atelier, ils parlaient vraiment de la base, il fallait vraiment qu'ils apprennent un tas de choses, la gouvernance etc.

Donc il y avait une autre organisation internationale qui était présente, je ne la mentionnerais pas et avec la délégation et qui

était là aussi pour six jours et ils sont restés juste quelques jours donc le temps qu'ils ont consacré à cela et en ce qui concerne IPv6 a été dit par cette organisation basée en Californie contrôlée par le département de commerce des Etats-Unis.. la redirection de ces ateliers a dit c'était une organisation basée en Californie et que le nombre d'adresses IPv6 était suffisant mais si on regarde ici à droite, si tout le monde avait une adresse et ensuite on est passé à une diapo qui disait que l'assignation actuelle des adresses IPv6, on avait l'Europe et ensuite les Etats-Unis et le reste des pays, l'Afrique, le Moyen Orient avaient une toute petite partie, donc l'impression donnée c'était que assignation des nombres d'IPv6 donc la question était posée par une personne venant d'un pays du moyen orient, pourquoi c'est comme ça, pourquoi on a moins

C'est ce qui arrive si vous laissez ça entre les mains d'une organisation basée en Californie.

Donc je pense qu'on a besoin davantage de sensibilisation des personnes qui travaillent dans ICANN, on a besoin davantage de sensibilisation de la part de ICANN lui-même et je pense qu'en terme de ressources, le faite d'avoir des membres qui étaient dans le directoire avant, qui ont travaillé avec ICANN et qui puissent être des ambassadeurs des ressources et parler à ces gouvernements et expliquer un peu ce qui se passe, ce serait très utile. Merci.

CHRIS DISSPAIN: Bien, nous allons ensuite arrêter la queue ici.

AYESHA HASSAN: Je voudrais ici souligner quelques points qui ont été abordés ici et souligner le point que nous appartenons à la discussion sur la coopération renforcée.

Nous avons été bloqués et nous avons essayé d'être d'accord sur une définition et je pense qu'une des choses qui nous a aidé à Genève a été de faire participer à des parties prenantes et de parvenir au fait que, en se focalisant sur une définition, on n'allait pas faire changer les choses et n'allait pas nous faire avancer dans des problèmes concrets concernant les parties prenantes et les gouvernements.

Donc je voudrais considérer cela comme une occasion de créer une compréhension et de tous les problèmes qui existaient de point de vue mondial, nous avons encouragé ce type de dialogue qui se focalise vraiment sur la série d'efforts que nous avons vu au niveau coopératif mais aussi pour affronter les problèmes qui existent au niveau des brèches parce que c'est là que se trouvent les inquiétudes déjà.

Nous savons que ces trois événements ont eu lieu mais il y a d'autres événements qui auront lieu entre maintenant et le mois

de novembre et nous voulons que ces problèmes soient abordés, soulignés de manière concrète.

On parle aussi de la façon, il faudrait aussi qu'on parle de la façon d'aborder ces problèmes. L'autre point que je voudrais mentionner, je pense que c'est très important pour les parties prenantes de sensibiliser leurs gouvernements sur ce qui est en jeu ici à l'ECOSOC et dans la discussion de l'assemblée générale et dans les discussions de cette assemblée.

Nous sommes dans une communauté commerciale qui essaie de mettre l'accent sur la communication et il faut aussi s'assurer que cette information est transmise et présentée à la mission de New York, qui n'est peut-être pas à la mission de Genève qui n'a pas les mêmes concepts de base. Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Merci. Marylin, j'ai dit qu'on arrêterait ici. Bien.

PABLO HINOJOSA:

Je suis Pablo. Je travaille pour le registre d'Internet d'Asie Pacifique.

Je ne sais pas quelle est la version de cette session de gouvernance d'Internet mais je pense qu'il y a beaucoup d'informations intéressantes.

On voit que ça décrit bien le statut de discussion sur ce processus, donc je pense qu'ICANN est un bon espace pour ce type de discussion informative et -- à APNIC, nous avons suivi ce processus d'IGF et de WCIT et de ITU et nous avons réuni des visions de notre communauté, on essaie toujours de trouver une place pour présenter ces visions et nous sommes une organisation régionale, nous ne pouvons pas couvrir le monde mais nous essayons toujours de travailler avec les autres en tout cas.

Donc je pense que Theresa a dit, il y a de très bons exemples de coopération renforcée et il y a aussi une bonne histoire à partager à ce niveau là.

Comme Wolfgang l'a dit il n'y a pas de différentes visions dans ce panel, il y a des visions communes et aussi comme Bertrand l'a dit, il y a des visions sur des désaccords et des soucis.

De toute façon, je n'ai pas vu encore des accords sur une action collective avec des visions organisées. Je pense que c'est le potentiel et c'est ce qu'il faudrait faire. Une autre observation c'est que je vois ici beaucoup d'organisations qui sont réunis dans ce panel du secteur industriel privé, gouvernementale mais je ne vois pas quel est le rôle d'ICANN, si ce n'est de fournir cet espace.

C'est cela que je voulais dire et je vous demande de continuer de travailler et de chercher une action collective au niveau mondial.
Merci.

MARILYN CADE:

Je viens au micro parce que, comme beaucoup de gens ici, nous avons entendu un panelist qui disaient qu'il y avait beaucoup de gens dans le public qui ont travaillé activement sur ces problèmes, et nous commençons à nous retrouver aux réunions d'ICANN parce qu'il y a des forums de ce type mais je pense que nous avons utilisé une série de phrases qui pourraient être utiles sinon on connaît mieux tout ce secteur. Donc la -- regroupement commercial a publié une newsletter et nous avons une feuille de route et un panelist a fait allusion à cela.

C'est sur notre site Internet, nous avons une page que vous pouvez télécharger et expliquer à vos.. et à vos pères ce que sont ces réunions sur l'écosystème d'Internet, pourquoi ils sont importants pour ICANN et le reste du monde aussi donc Internet aussi.

Donc notre site Internet est www.bizconst.org.

CHRIS DISSPAIN:

Bien, maintenant nous allons passer au point suivant qui est la question WCIT.

Cathy va nous en parler, Eric et Bill aussi.

On va donc d'abord donner la parole à Cathy.

CATHY HANDLEY:

Merci. Je suis Cathy et je voudrais vous dire qu'il n'y a pas d'accord sur la fonction de ceux qui participent à cette réunion.

Pour ceux qui entendent ce terme et qui ne savent pas de quoi il s'agit, conférence mondiale sur les régulations concernant l'Internet et les télécommunications.

C'est un traité qui va être ratifié par différents pays qui participent à la conférence.

Le WCIT que nous avons aujourd'hui est un traité de 19 pages à niveau très élevé. C'est un accord basé sur l'accord de 1988 qui a été signé en Australie à Melbourne.

Je n'y étais pas hélas mais je connais les résultats de ce traité. Il a commencé à être appliqué en 1990 et après avoir été ratifié par 170 pays.

Donc l'ITU, je pense qu'il n'y a pas de questions. Ce qui a été dit est correct donc c'est bien, l'ITU a présenté une synthèse et les droits humains et l'accès à la communication, sécurité d'ICT, protection des ressources nationales importantes, cadre de travail international et problèmes de taxe, interconnexion et interopérabilité, qualité de service et convergence.

Comme vous pouvez le voir, cela couvre tout ce qui s'est passé depuis l'utilisation des téléphones mobiles, les taxes et les impôts sur les téléphones mobiles, les ressources Internet critiques qui sont incluses dans la discussion.

Mais nous avons eu la réunion préparatoire la semaine dernière à Genève.

Un groupe de travail a travaillé, nous avons commencé ce processus il y a deux ans. Il y avait à ce moment là une poignée de personnes dans la salle, 30 à 40 personnes, et la dernière réunion nous avions plus de 200 personnes qui étaient présentes, la plupart des membres de gouvernement et c'est important parce que ceux d'entre vous qui sont, connaissent le monde des ITU savent que c'est une organisation qui est basé sur l'adhésion des membres.

Les règles sont solides mais concernent les états nations et finalement le consensus est à terme par les états membres et non pas les membres.

La position des membres exprime ce qui s'est passé dans cette dernière réunion, il n'y a pas eu d'accord, je vous l'ai dit toute à l'heure et les ITR d'aujourd'hui sont de 19 pages.

Nous sommes parvenus à un document après la semaine dernière qui est un document d'une centaine de pages, de plus de 279 pages avec les idées de tout le monde, ce qu'ils veulent changer, comment ils veulent changer et ce que nous avions en 1997 était un document de 10 articles de haut niveau qui parlait de garantir certaines choses, il disait que la communication était disponible en cas d'urgence, il y avait certains rôles clés.

S'il n'y avait pas d'accord avec le pays le plus proche, on allait quand même accepter ce processus.

Donc, nous allons voir comment fonctionne la sécurité et de nouveau, il n'y a pas eu d'accord et il y a trois réunions qui vont avoir lieu cette année, il y a le groupe de l'Asie et du pacifique, ça aura lieu à Bangkok.

Entre le 6 et le 8 août ensuite pour l'Amérique du 9 au 14 septembre au Salvador et pour le groupe de télécommunications africain, du 25 au 26 septembre et ça sera à Accra au Ghana.

On ne sait pas encore quelle sera la date, ou est ce que ça aura lieu, mais ça aura lieu en automne avec l'organisation européenne.

Les états arabes parlent aussi d'un autre groupe régional et le Commonwealth régional parle aussi d'avoir une réunion en automne.

Il y a maintenant pour la partie dont on parle, c'est un peu pour vous donner un contexte en ce qui concerne la documentation.

La documentation dans les domaines ITU est restreinte aux membres et en fonction de membres de type de membres que l'on est, un membre du secteur et de la télécommunication ou un membre de développement, vous allez vous restreindre à un nombre de documents qui appartiennent à votre secteur, vous ne pouvez pas le secteur.

Il y a eu un grand effort par des personnes dans cette salle avec les médias sociaux pour que cette union de télécommunications internationale puisse publier ces documents et je vais demander au secrétaire général de l'ITU et cela a eu lieu pendant un discours qui a eu lieu la semaine dernière lorsqu'on parlait de l'accès public aux propositions discutés et je le site, je serais reconnaissante si vous pouviez considérer cette question soigneusement parce que je voudrais faire une recommandation pour la prochaine session du conseil concernant l'accès libre à ces documents et en particulier la version future du document 64. C'est une proposition et pour la nouvelle réunion de l'ITU qui commence le 4 juillet et qui va durer deux semaines ce sera ce groupe qui va faire les approbations et qui va accepter ou pas la publication de ce document.

Je pense que vous comprenez qu'il s'agit d'un document – le document T.D. 64 – c'est un document temporaire.

Dans ce document, il y a une déclaration, je ne sais pas si beaucoup de gens connaissent cette déclaration et qui est lié à un autre document et de nouveau je cite je serais aussi reconnaissante si vous considérez l'occasion de conduire une consultation ouverte concernant les ITR et j'ai aussi l'intention de faire une recommandation au conseil en ce sens.

Je ne sais pas si cela signifie, je ne sais pas quand est ce que ça aura lieu mais c'est une étape, et j'encourage tous ceux qui participent.

C'est aux médias sociaux de commenter cela parce que c'est clair que cela a un effet.

Avant de conclure, je vais vous donner le titre pour ceux qui veulent consulter ce document puissent le faire. Le premier titre est Groupe de travail du conseil, document 62, version révisée n°2, il s'agit d'une version préliminaire des propositions avec les options pour la révision de l'ITR, c'est un document difficile à lire, si on essaie de lire ce document, on a besoin de temps et si on arrive à avoir une copie de l'ITR actuel qui est disponible gratuitement sur Internet, vous allez voir qu'il y a des propositions de tous les états membres qui ont été faites au cours de ces deux dernières années qui figurent dans des paragraphes spécifiques de l'ITR.

L'autre document est un document temporaire, le document 64, la version n°2 de ce document 64, c'est la version finale anticipée de ce document et de cette ITR et qui contient 83 pages.

Il y a aussi une possibilité d'organiser une réunion au mois d'octobre.

On va décider au cours de ces deux prochaines semaines, et pour continuer ces discussions. Donc la prochaine étape, c'est Dubaï, à

partir du 3 décembre et j'espère que ça finira le 14 décembre, c'est un traité, donc il faut qu'il soit signé avant la clôture de cette réunion et voilà.

CHRIS DISSPAIN: Merci, merci Cathy. Je vais demander à Eric et à Bill de faire leurs commentaires parce que nous devons conclure ici pour la prochaine session.

ERIC LOEB: L'opinion de la communauté commerciale par rapport au résultat qu'on ne voudrait pas avoir par rapport au WCIT.

Et on voudrait avoir un document qui soit plus facile à lire que tous les documents et donc on a préparé au début de cette année un résumé pour anticiper ce qu'on considère comme évènement du WCIT en tant que problème qui pourrait arriver et bien sûr l'ICC a assumé ses opinions. Vous pouvez le trouver sur le site Internet de l'ICC.

Si vous ne le trouvez pas, je peux aussi vous passer une copie. C'est un document très utile à mon avis et aujourd'hui nous allons parler de sujets qui sont très cohérents avec les domaines qu'on a déjà marqué et comme Cathy a dit, on a eu beaucoup de discussions sur WCIT et pour ceux qui sont actifs dans des activités multi latérales ce n'est pas tous les jours qu'on a présenté et publié six mois après une conférence.

Et je voudrais dire que c'est très bon de les avoir. Ceci génère beaucoup d'intérêt entre les gens. C'est un processus très important qui concerne une partie de nos vies très importantes aussi et le fait d'être réuni ici, le fait d'avoir tellement de gens qui font attention à ceci est aussi important et c'est très –

Entre toute la spéculation et les possibles résultats est aussi important de regarder un peu le plan général pour voir comment suivre et comment continuer à travailler et pour voir les premiers principes qu'on pourra publier, on a peut-être le premier accord par rapport au WCIT et ce n'est pas tous les jours qu'on trouve des points communs donc on veut atteindre une coopération globale et prospérité globale entre les pays en voie de développement en particulier.

On veut avoir des réseaux soutenables qui soient bons pour l'écosystème, on veut avoir des – de l'information et des idées innovatrices.

Nous voulons que l'économie s'accroisse et qu'on ait une coopération. L'ITU est une organisation qui est très importante pour nous dans tous les sens tels que la politique du spectrum, le développement des standards et en tant que réunion d'experts pour les pays développés et en voie de développement qui partagent des pratiques et leurs expertise sur les télécommunications et les politiques de télécommunications.

Et donc, pour la majorité des états membres de l'ITU, ils sont tous d'accord quand ils disent que ceci est pragmatique pour les WCIT.

Quelle est la position actuelle?

On a différentes opinions sur la façon d'atteindre le but et on a des échanges de propositions mais toutes les propositions sont différentes, certaines ont une tendance vers les mécanismes des marchés et la libéralisation continue et d'autres s'inclinent envers la nouvelle régulation et l'intervention pour ce but pour voir les résultats.

L'ICC partage l'opinion quand aux mécanismes du marché qui ont déjà montré des grands résultats et donc on devrait avoir un traité de régulation spécifique sur les affaires spécifiques.

En 1988, on n'avait que quelques pages, en 1988, ceci a été écrit par un monopole d'entreprises et des gouvernements qui étaient ceux à qui appartenaient ces entreprises et puis l'industrie des télécommunications globales est beaucoup plus grande aujourd'hui et s'est transformée dans la plupart des pays à travers la mercatique et des augmentations dans le volume de trafic et l'expansion rapide de nouveaux services et de technologies.

Aujourd'hui, cette transformation implique de nouveaux défis et on est d'accord avec cette opinion et les améliorations sont essentielles pour améliorer ces principes et la modernisation a

des bénéfices qu'on n'a jamais vu auparavant mais aussi avec des progrès qu'on n'a jamais vus.

En 2012, il est raisonnable de dire que si on a davantage de concurrence, on devrait moderniser les ITR à travers les minimisations, ce n'est pas un concept qui nous frappe lorsqu'on dit qu'on va réduire la concurrence pour améliorer le bénéfice du public.

Le modèle commercial a changé dans le marché international aujourd'hui qui est plus important qu'en 1988. voila pourquoi il est important d'avoir des principes pour la coopération internationale qui sera améliorée pour avoir des nouvelles régulations plus détaillées qui adressent les problèmes d'aujourd'hui.

La technologie détaillée ne va pas être appropriée pour un traité international et ceci pourrait porter atteinte aux marchés de concurrence qui sont plus à jour dans ce cadre dynamique.

J'ai d'autres opinions problèmes spécifiquement sur les politiques d'Internet et en faite pour donner à Bill l'occasion de parler et de s'exprimer.

Je ne vais pas les dire en ce moment mais je vais les partager avec vous plus tard.

CHRIS DISSPAIN: Bill, est ce que tu veux partager un point de vue, un commentaire?

BILL DRAKE: Il est important qu'on sache qu'on est en train de parler de la renégociation d'un traité qui date de 1865, et que les principes fondamentaux qui ont guidé ce traité n'ont pas changé dans tout ce temps. Et c'est ce qui est remarquable de l'Internet. Le traité a la notion que vous avez Etats souverains qui contrôlent leurs domaines souverains exclusifs qui s'engagent dans des traités et des relations qui se basent sur ces traités où les gouvernements nationaux interconnectent leurs réseaux et trouvent un mécanisme de partager leurs profits pour que personne ne compète contre les autres.

Tout est fait à travers la coopération et le soutien des parties.

Ceci a très bien fonctionné dans un sens régulateur et restrictif pendant quelque temps. En 1988, les négociations ont abouti dans la modernisation de cet accord qui a fait que les marchés élargissent leurs résultats envers des pays qui étaient hors l'accord surtout quand aux services spécialisés à valeur ajoutée à d'autres membres, mais aussi beaucoup de pays et des opérateurs internationaux ont perdu des profits et donc ils voudraient avoir des profits plus larges, et des pays ont senti que leur contrôle souverain était atteint par les nouveaux services qui

détournaient leurs capacités de contrôler la frontière. Et donc on a un processus qui a commencé il ya 12 ans avec plein de groupes de conseils, d'experts qui reflétaient cette insatisfaction de la part de plusieurs parties dans le sens ou le monde a changé d'une façon qu'ils n'aimaient pas qu'ils voulaient récupérer leur à travers un traité multilatéral qui leur donnerait davantage de quotas de marché, et de pouvoir de négociation, et pour certains opérateurs, le soulagement de régulation pour que leurs profits ne soient pas atteints.

Donc pour vous donner une idée brièvement. Qui devrait être inclus? Peut-être on devrait comprendre les gouvernements des PTT nationaux c'est-à-dire les compagnies parallèles qui ont été reconnus, dans d'autres pays en tant qu'opérateur privé, et puis nous avons des agences qui opèrent de façon privée mais qui sont reconnues avec des obligations particulières selon le traité. Et puis on avait une section qui devait comprendre tout le reste du monde.

Maintenant, on essaie d'éliminer les opérateurs privés reconnus et donc essentiellement toutes les entités des télécommunications pourraient être incluses dans le traité.

Cela devient compliqué quand on pense qu'est ce que le traité comprend en faite? Le texte est en train d'inclure les TIC.

Tout d'un coup, il s'agit d'un traité sur les TIC. Avant, il s'agissait de connecter les téléphones. Maintenant, l'affaire est de comprendre les TIC.

Ils essayent d'inclure le mot «et processé» partout, ceci inclut le procès de tout ce qui a créé Internet. Donc la terminaison de services du trafic Internet par exemple est appliquée ici. Si on parle de YouTube, ils veulent l'inclure aussi. Ils veulent ajouter une variété d'autres domaines qui sont incluses dans le traité de régularisation international. Donc, le spam, la fraude, la sécurité.

Ils veulent faire que les standards soient obligatoires, et qu'ils soient incorporés dans les politiques de régulations nationales.

L'organisme de résolutions de litiges et on a même inclut un registre pour les IPv6.

On a reçu des propositions pour la sécurité et la Chine a dit particulièrement qu'ils ont la responsabilité de superviser les entreprises qui se servent des TIC dans leur territoire pour garantir qu'ils fonctionnent effectivement. Ce qui est le plus important, et c'est en fait l'essentiel, le vif de cet accord c'est le fait d'avoir les réseaux de télécommunication, de l'Europe particulièrement, de l'ETNO, qui a besoin d'un changement dans les façons dont le trafic s'effectue sur Internet et veulent établir un mécanisme pour récupérer leurs coûts et ils disent qu'ils vont répondre à ces règles en tant que gouvernements ou agences gouvernementales.

Et donc, ils doivent garantir qu'il y ait des télécommunications suffisantes et assez de facilité pour qu'ils aient des profits et des investissements, et tout le reste du monde doit négocier sur la base des accords selon le principe de parties qui doivent payer.

Et tout ceci a été adhéré par les Russes, par les arabes, par tous les gouvernements en faite, ce qui est surprenant.

Et maintenant, on a un autre type d'argent engagé dans les télécommunications globales et c'est ça qui est sur la table, mais aussi ils doivent inclure Internet et faire que tous ces cadres s'appliquent aussi à l'espace Internet. Donc, c'est ce qui est substantiel, on pourrait dire.

Les gouvernements - et voici la fin de ma déclaration-- est que les gouvernements peuvent avoir des réserves. C'est ce qui est traditionnel ici.

Si vous regardez le fond de l'accord, vous avez section avec les réserves des gouvernements, si, les Etats-Unis ne reconnaissent pas les interprétations du document qui pourra suggérer etc. etc.

Tout le monde a des réserves et on a plein d'articles qui ne vont pas être acceptés par tout le monde et tout le monde va avoir des réserves et peut-être que l'autre pourrait accepter cette même section.

Donc, ceci veut dire que, dans leurs opérations, dans leurs relations latérales avec d'autres pays, ils vont insister à avoir des

négociations et des cadres de politiques qui reflètent ce qu'ils ont accordé dans l'accord international et donc on aura un niveau de l'organisation dans la quantité d'espaces différents avec des conditions de travail qui vont appliquer ou pas, un des articles -- les gens devraient considérer ces aspects et s'engager.

On va le discuter davantage à Baku et je pense que le CIR maintiendra ces décisions dessus aussi et on espère que tout le monde s'engage dessus. C'est très important.

CHRIS DISSPAIN:

Merci, Bill. Merci beaucoup.

Est-ce qu'on a des commentaires? Vous avez le micro dans la salle. S'il vous plait, faites la queue et faites vos commentaires. Merci.

Kieren, comment puis-je t'aider?

KIEREN MCCARTHY:

Je suis Kieren McCarthy, je viens du Dot NXT.

J'entends parler encore une fois des mêmes aspects, c'est toujours le même que vous dites.

Ce n'est pas bon dans la situation actuelle, mais on n'a pas fait des progrès, je pense qu'on n'avance pas dans ce sens.

C'est comme ça que l'ITU fonctionne, c'est toujours des papiers et la plupart ne prospère pas donc au lieu de me plaindre, je pense que, vu que c'est tellement important je voudrais qu'on discute. Qu'est ce qu'on peut faire pour garantir que rien de mauvais ne se passe? Qu'est ce qu'on peut faire dans le sens pragmatique? Si on pourrait rassembler tout le monde et leur dire quoi faire, on pourrait peut-être faire quelque chose et je devrais dire qu'est ce qu'on peut faire pour ne pas avoir une situation terrible pour tous.

STEFANO TRUMPY:

Je suis Stefano Trumpy. Je suis représentant du GAC pour l'Italie, mais aussi je suis le président du chapitre italien du comité consultatif pour vous fournir avec l'opinion de la communauté Internet.

Donc en premier lieu, on essaie de suivre cette préparation pour la réunion de Dubaï, et concernant ce qu'-- a expliqué, on a un peu de mal à suivre, parce qu'on parle de l'ITU qui apparemment, l'organisation de multiples parties prenantes mais ce n'est pas vrai parce que la société civile n'est pratiquement pas représentée et puis les compagnies du côté de l'industrie sont pour la plupart des opérateurs de télécommunications.

Et je veux dire que l'Internet est en faite un peu un miracle de quelque sorte parce que c'est économie planifiée des entreprises, des compagnies de télécommunications, des opérateurs qui

essaient de restaurer le contrôle des communications Internet y compris à travers une alliance avec le ITU et donc c'est un commentaire très direct que je fais.

Et puis, on est reconnaissant pour la société Internet qui a commencé un processus d'explication pour nous aider à comprendre, à vérifier quels sont les problèmes réels.

C'est ainsi que nous devrions centrer les points critiques singuliers, c'est de faire alliance avec ceux qui vont participer dans la discussion et dans la préparation de Baku. Merci.

CHRIS DISSPAIN: Merci Stefano.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Je suis Bertrand de La Chapelle. En tant que membre du directoire, d'habitude j'essaie d'intégrer les relations entre les personnes qui ne veulent pas se parler les uns les autres et qui restent des observateurs.

J'ai parlé avec le secrétariat de l'ITU et j'ai essayé de défendre l'ICANN en tant que membre de plein pouvoir à l'époque et j'ai ici un commentaire pour défendre l'ITU qui ne va pas prendre la parole pour expliquer ce qui est fait.

Je pense que nous nous trouvons dans beaucoup de dangers -- et de ne pas faire attention à ce processus qui est très important et peut avoir un résultat drastique.

Et puis c'est aussi un commentaire un peu blanc et noir par rapport au fait qu'on est en train de porter atteinte au même processus qu'on veut commencer.

Ce n'est pas le commentaire que vous avez déjà dit, ce que je veux dire est que si l'environnement commence à concevoir le débat en tant qu'une nouvelle guerre froide, nous aurons la prophétie qui s'est donnée -- on l'a provoquée nous-mêmes au lieu de connecter l'Internet à travers l'organisation des nations unies pendant que d'autres pays vont gérer leur Internet romaine de leur propre toit donc ce ne serait pas ce pays inacceptable que l'ITU qui a déjà changé de télégraphe au téléphone devrait être à jour en intégrant prochaine génération. La demande ou est ce qu'on trouverait la plupart des bénéfices.

L'ITU a déjà mis en place l'amélioration de la connectivité. La question est: pourquoi est ce qu'on ne connecte pas en Afrique les opérateurs parce qu'ils ne les activent pas, c'est beaucoup d'activités ou ils ont beaucoup travaillé.

Je veux rester assuré que lorsqu'on débat cet espace, la situation que Zahid a mentionné, ou on exprime des commentaires qui ne sont pas très précis et s'il y a des gens de l'ITU et on avait des gens de l'ITU hier, je les encourage à parler, à s'exprimer comme on

devrait tous s'exprimer dans leur espace et on devrait avoir la permission de s'exprimer dans cet espace. Donc, je voudrais que les documents soient un peu plus ouverts.

CHRIS DISSPAIN:

Merci Bertrand. On a fermé la queue maintenant avec la personne qui est assise derrière Nick, c'est Nigel. On n'a plus le temps donc soyez brefs s'il vous plait.

Bill.

BILL SMITH:

Bonjour. Je suis Bill Smith de Paypal. Je voudrais reprendre ce que Bertrand a dit. Je suis d'accord, l'ITU est une organisation dynamique, je les respecte, ils sont une organisation utile et on doit continuer à être engagé et à participer avec eux pour trouver un espace dans le système existant.

De toute façon, je voulais dire qu'on a une division en Internet qui ne pourrait pas être la meilleure alternative pour les résultats si on avait une division.

Internet est divisé serait un mauvais résultat comme je viens de dire, qui pourrait résulter du WCIT. En fait on doit considérer si les états membres le considèrent, c'est comme ça que ce problème va finir. On devrait se préparer pour ce type de contingence ce n'est pas mon résultat préféré, pas du tout.

On a une nouvelle définition ou plusieurs nouvelles définitions qu'on a proposé à Genève ces dernières semaines et au lieu de parler de télécommunications, ils ont proposé une nouvelle définition qui serait télécommunications barre TIC.

Peut-être que ceci ne vous semble pas une grande modification parce que ceci n'ajoute qu'un mot en faite mais ceci permet que la nouvelle définition et le nouveau terme soient ajouté sans modifier la définition des télécommunications, ce qui ne serait pas permis.

Voyons, si les gens ne savent pas, il y a un site Web WCITleaks.org, vous pouvez aller y chercher des documents.

C'est tout ce que je vais dire et l'ITU a confirmé quelque chose que je ne peux ni confirmer ni nier quand à la précision des documents ni même pas l'existence du site Web mais bon, allez vérifier vous-mêmes, mais l'ITU fait attention.

C'est ce que Toure a déclaré lors de son discours envers le groupe de travail et ils ont crée donc WCITleaks.org mais ils n'ont rien à voir avec la création de WCITleaks ou au moins à mon avis.

Mais en faite, l'ICANN a un profil assez discret et ils ont toujours eu ce type de conduite et je pense que d'autres personnes vont essayer d'acquérir l'attention vers ICANN. Merci.

TAREK KAMEL:

Merci Chris, je suis Tarek de l’Égypte. Suivant la discussion par rapport au WCIT de ces dernières journées, je pense qu’on a des devoirs à faire en tant que communauté internationale avec ISOC, ICANN, l’IGF et d’autres.

Nous avons besoin d’être davantage à l’avant du processus et dans mon opinion, on devrait faire trois points: d’abord pour les gouvernements spécifiquement, on devrait les aider dans les pays en voie de développement pour que les modèles qui existent déjà pour les ITR et les télécommunications ne fonctionnent pas pour Internet parce qu’on a déjà vu vingt années d’investissement et de mise en place d’une infrastructure qui ne peut pas être détruite donc ce vieux modèle, bon ou mauvais ne peut pas être détruit.

Il faut qu’on conçoive un autre modèle qui fonctionne avec les ITR.

Puis, on devrait encourager ce qu’on est en train de faire avec l’organisation et ce message n’est pas parvenu aux organisations et aux gouvernements qu’ils soient des régulateurs ou des représentants, de ministères de technologie ou des représentants des affaires étrangères, non des ministères de technologie mais affaires étrangères j’ai dit.

Et puis, on ne peut pas ignorer la discussion qu’on est en train de maintenir sur les ITR et dire qu’il ne faut rien faire. Ceci ne marche pas, il faut les aider à régler les problèmes qui portent un intérêt

pour le reste des pays en voie de développement tel que la pénétration du haut débit. Comment peut-on inclure ce sujet dans la portée des ITR et du WCIT? Et comment est ce que les organisations peuvent aider dessus?

Par rapport au contenu multi linguistique, lorsqu'on va à la définition du multi logo et multi linguistique, si on a la proximité géographique ou pas, bien sûr on a des problèmes de sécurité pour gérer non seulement l'infrastructure mais aussi pour l'utilisation qui ne peut pas être ignoré et ceci suscite des discussions légales.

Donc, on a besoin de présider ce groupe et d'aborder les problèmes, travailler ensemble et encore une fois je pense que ICANN et ISTAR sont des organisations très bonnes pour travailler dessus. Merci.

BAHER ESMAT:

A deux questions de participants à distance.

D'accord, la première question de George Amodio. Il demande à Cathy par rapport aux URL des sites Web, il voudrait les avoir. Pour ce qui est d'ISOC Bangladesh, en faite c'est Faisal Hasan de ISOC Bangladesh. Dans plein de pays, on ne sait pas les implications du WCIT -- gouvernements ont en général de bonnes relations avec l'ITU et ne savent pas que l'ICANN existe. Donc, quel est le rôle d'ICANN pour aborder cette brèche?

CHRIS DISSPAIN: On n'a pas le temps de répondre mais c'est une très bonne question. Donc ICANN va répondre. Je suis le représentant d'ICANN en ce moment sur la scène donc ICANN va répondre à cette question. Est-ce qu'on peut me faire passer cette question par e-mail. Merci. Merci Baher.

NICK THORNE: J'ai vu qu'on a abordé des problèmes et j'ai beaucoup d'expérience sur les problèmes de gouvernance d'Internet dans l'ONU et j'ai vu qu'on a un problème dans le fait qu'on fait des progrès pour transmettre le message entre nous.

Mais, par rapport au WCIT, je ne suis pas sûr de pouvoir transmettre le message au-delà de nos propres communautés et donc j'ai trois propositions concrètes.

La première est que tous ceux qui sont présents dans cette salle devraient se rappeler que le WCIT, ce qui est différent de WSIS, c'est le SMSI sera seulement pour les gouvernements et ce sera une réunion de deux semaines où les gouvernements vont discuter et alors une suggestion est de garantir que tous vos représentants de gouvernements sachent que vous êtes intéressés à ce sommet quand vous entrerez dans la salle et plein de représentants qui traditionnellement assistent aux réunions de

l'ITU ne savent pas que la communauté Internet est intéressée à ce sommet.

Et puis finalement je voudrais suggérer un moyen pour influencer, essayer de participer avec vos délégations gouvernementales parce que sinon il y aura un problème. On l'a vu très clairement lors d'une réunion en mai lorsqu'un membre supérieur de l'ITU était en train de célébrer une consultation ouverte et je voudrais le féliciter dessus mais c'est clair que la possibilité de recevoir de nouvelles idées probablement sur la forme d'amendement incluse dans ce papier pour -- venir dans les deux semaines après la conférence. C'est tout. Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Merci. Finalement, nous avons Nigel.

NIGEL HICKSON:

Je suis Nigel Hickson. Je suis un membre de l'équipe de partenariats globaux.

C'est plus simple de prendre le micro pour moi. Je suis plus habitué à être sur la scène. Et donc, d'abord pour les utilisateurs commerciaux, est ce que vous vous êtes réjouis de cette séance?

Bien, pour ceux qui ont aimé cette session et qui veulent évaluer les détails du T.D. 64, oui, nous avons discuté les 297 pages du T.D. 64 vendredi matin.

Alors venez nous rejoindre, jeudi matin, nous allons avoir une session, on ne va pas bien sûr repasser tout le document mais nous allons avoir des experts dans la salle pour l'analyser en détails.

Donc, si vous avez des intérêts sur le WCIT, venez nous voir jeudi à 9h00 du matin.

Puis, je voudrais vous rassurer, ICANN fait partie de la discussion.

Peut-être qu'on n'est pas des membres de l'ITU parce qu'on n'est pas du gouvernement mais on est engagés dans le débat, on est des membres de l'IGF, on a un forum avec l'IGF.

On a traité les nouveaux gTLD et comme on a déjà dit, on a une discussion critique en juillet à New York. Lorsque le comité analysera le document et le rapport du CSTD sur la coopération améliorée et on essaiera de coopérer à travers les différentes régions.

C'est une coopération très importante pour le WCIT.

Will a dit on a plein de réunions régionales avant décembre, donc à la communauté ICANN, s'il vous plait, engagez-vous dessus.

CHRIS DISSPAIN: Est-ce que tu veux finir avec une chanson

NIGEL HICKSON: Non, Non, c'est bon.

CHRIS DISSPAIN: Merci Nigel. Nous allons devoir conclure cette session maintenant parce qu'on a une autre session qui va commencer maintenant.

S'il vous plait, applaudissez le panel avec moi pour les remercier.